

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/journal-d-haïti-et-des-amériques/20231219-essequibo-les-effets-d-annonce-n-ont-pas-été-suivis-d-effets>

[Journal d'Haïti et des Amériques](#)

## Essequibo : « les effets d'annonce n'ont pas été suivis d'effets »

Publié le : 19/12/2023 - 17:44

Le gouvernement du Venezuela annonce avoir mis en place des unités commerciales au sein de la société nationale de pétrole, pour exploiter les gisements de l'Essequibo, territoire revendiqué par Caracas mais considéré aujourd'hui comme partie du Guyana par la communauté internationale. Nouvelle étape de l'offensive de Nicolas Maduro après le référendum organisé le 3 décembre 2023 pour légitimer la présence du Venezuela dans l'Essequibo.



Les présidents du Guyana (G) Irfaan Ali et du Venezuela, Nicolas Maduro, se sont rencontrés jeudi 14 décembre 2023 à Saint-Vincent et Les Grenadines pour discuter de leur différend territorial sur l'Essequibo. Ils ont convenu d'écarter tout conflit armé au sujet de ce bout de terre riche en hydrocarbures. via REUTERS - MIRAFLORES PALACE

Les annonces se succèdent mais sans conséquence concrète pour l'instant, d'ailleurs le dossier de l'Essequibo répond surtout à des motivations de politique intérieure pour Nicolas Maduro. « *Il y a une élection présidentielle en jeu en 2024* », rappelle Thomas Posado, maître de conférences en Civilisation latino-américaine à l'Université de Rouen et auteur de *Venezuela : de la Révolution à l'effondrement*, aux Presses universitaires du Midi.

« *La question de l'Essequibo est très consensuelle parmi les Vénézuéliens* » dans un pays où les positions sont très polarisées, explique Thomas Posado, « *et le référendum d'il y a un peu plus de deux semaines comportait une question essayant à diviser l'opposition entre ceux qui voulaient participer au référendum et ceux qui ne voulaient pas légitimer le gouvernement de Nicolas Maduro en répondant.* » De fait, la candidate de l'opposition Maria Corina Machado critique la méthode, estimant que « *la souveraineté ne consulte pas, elle s'exerce* », mais ne conteste pas le fond du sujet alors que son cas fait polémique au Venezuela où les instances la considèrent pour l'instant inéligible pour la présidentielle de l'an prochain.

En ce qui concerne la politique extérieure, « *l'agenda diplomatique est maîtrisé* » par les deux pays ; chacun s'étant engagé à ne pas utiliser la force contre l'autre. Les présidents du Venezuela et du Guyana doivent se retrouver dans trois mois au Brésil, qui se pose comme médiateur dans cette crise où « *la guerre semble un horizon improbable* », selon Thomas Posado. Les grandes puissances, soutien de chaque camp, restent plutôt en retrait : « *la Russie a appelé à ce qu'il n'y ait pas d'ingérence dans cette région, elle reste un soutien de Nicolas Maduro mais vu la situation dans laquelle elle est, elle ne va pas prêter des armes ni des munitions au Venezuela. Les États-Unis aussi, on parle de la possibilité d'installation de bases militaires sur le territoire du Guyana* » mais sans concrétisation pour le moment.